

# En coulisses, l'État prépare le financement de six nouveaux réacteurs EPR

6 novembre 2020 / [Thierry Gadault \(Reporterre\)](#)



Le gouvernement prévoit de subventionner à hauteur de 25,6 milliards la construction de six nouveaux réacteurs nucléaires par EDF, selon un rapport rendu public par Reporterre. Une aide publique massive en raison de l'impasse financière dans laquelle se trouve l'électricien.

---

Comme trop souvent, l'avenir du nucléaire en France se prépare dans le plus grand secret, loin des yeux des citoyens. Un mois après que *Reporterre* a dévoilé le contenu des négociations entre Paris et Bruxelles à propos de la réorganisation d'EDF, un autre document tout aussi explosif est arrivé à la rédaction. Ce rapport est intitulé « *Nouveau nucléaire français* » et il émane de la direction générale du Trésor.

- **Lire le rapport**

Daté du 1<sup>er</sup> septembre dernier, ce document est en fait une présentation des études d'un groupe de travail réunissant les services du ministère des Finances, la direction générale de l'énergie et du climat (ministère de la Transition écologique) et EDF. Ce groupe de travail doit répondre à une question : comment financer **la construction de six nouveaux réacteurs nucléaires** par EDF ? Ce projet de nouveaux réacteurs fait partie de la **programmation pluriannuelle de l'énergie** (PPE) pour la période 2019 à 2028, dévoilée en avril dernier par le gouvernement.

C'est le quotidien *Le Monde* qui avait dévoilé à l'automne 2019 l'existence d'un **programme de construction** de trois paires d'EPR de nouvelle génération (EPR2), puis son **coût global**.

Première constatation, entre le chiffrage donné par le quotidien d'information, 46 milliards d'euros, et celui du groupe travail, il y a eu une première dérive : les six nouveaux réacteurs sont maintenant évalués à 47,2 milliards d'euros par le cabinet de conseils sino-européen Roland Berger. Deuxième constatation : EDF est incapable de financer seule ce programme.

## **L'État apporterait plus de la moitié des fonds nécessaires : 25,6 milliards d'euros**

Selon le document de la direction générale du Trésor, avant même d'envisager toute construction nouvelle de centrales nucléaires, la dette nette de l'électricien va en effet exploser d'ici à 2028 : elle passerait de 41 milliards (à fin 2019) à 56,9 milliards en 2028, actant ainsi l'incapacité de l'entreprise à se désendetter ou à améliorer suffisamment ses performances opérationnelles pour dégager plus de cash ! C'est la raison qui justifie, selon le groupe de travail, l'aide de l'État. « *La trajectoire financière d'EDF au cours des prochaines années avec une capacité d'endettement additionnelle du groupe très contrainte [...] rend nécessaire une importante intervention de l'État dans le programme sous forme de subventions d'investissement* »

, affirme le rapport.



**Pour permettre à EDF de vendre l'électricité à un prix qui lui permet de dégager des profits, un prix de vente garanti serait mis en place.**

L'État apporterait en fait plus de la moitié des fonds nécessaires : 25,6 milliards d'euros. Et encore, il ne s'agit que d'une facture minimale pour les finances publiques : si EDF se révèle capable de construire ses nouveaux réacteurs en respectant les délais et les devis. Étant donné les retards et explosion de budget du chantier de l'**EPR de Flamanville [1]** (et ceux du réacteur finlandais et des deux réacteurs chinois), personne ne peut exclure de dérapage. L'État sera alors amené à remettre la main à la poche : jusqu'à 30 % de surcoûts, il prendra à sa charge entre 50 et 100 % de la facture supplémentaire, et 100 % au-delà de 30 %.

Deuxième proposition du groupe de travail : pour permettre à EDF de vendre l'électricité produite par ces nouveaux réacteurs à un prix qui lui permet de dégager des profits, un CfD (*contract for difference*), c'est-à-dire un prix de vente garanti, serait mis en place. En fonction du niveau du taux de retour sur investissement attendu (entre 5,5 % et 8,5 %), ce CfD évoluerait entre 45 euros par MWh et 63 euros par MWh, sachant qu'EDF estime les coûts d'exploitation annuels de ses nouveaux réacteurs à 33 euros par MWh — un niveau similaire à ceux de son parc en exploitation.

## Comment l'État peut-il financer ce projet alors que les finances publiques sont déjà dans le rouge « écarlate » ?

Bien évidemment, un tel plan de financement suscite de nombreuses questions. Comment l'Union européenne, qui encadre très strictement les aides publiques, va-t-elle réagir face à un financement public aussi massif ? On a déjà, en partie au moins, la réponse : c'est dans cette perspective qu'elle exige un démantèlement du groupe EDF, comme *Reporterre* l'a révélé.

Deuxième question, comment l'État peut-il financer ces 25 milliards alors que les finances publiques sont déjà dans le rouge « écarlate » en raison de la crise du Covid-19 ? Pour pouvoir y répondre, il faut encore se tourner vers l'Europe : la « *taxonomie verte* ». Pour le moment, le nucléaire ne fait pas partie des **énergies vertes** définies par la Commission européenne et **votées par le Parlement européen** pour pouvoir bénéficier des financements verts. Mais chez Greenpeace, on s'inquiète des discussions en cours entre la France et l'Allemagne et du donnant donnant que les deux pays pourraient conclure pour définir le nucléaire et le gaz comme énergies de transition permettant de profiter des financements verts.

Troisième question, la France ne risque-t-elle pas de se retrouver en rupture d'électricité à moyen terme ? Ce programme de construction, qui doit s'étaler entre 2024 et 2044, ne répond en effet que très partiellement au problème de la production d'électricité en France à moyen terme. D'ici à 2040, 34 réacteurs d'EDF (le parc de 900 MW) vont atteindre les soixante années d'exploitation (à condition que l'ASN, l'autorité de sûreté nucléaire, autorise l'allongement de leur durée de vie au-delà de quarante puis de cinquante ans), ce qui semble être aujourd'hui la durée de vie maximale que l'électricien a définie pour son parc en

exploitation (mais des travaux sont en cours pour étudier la possibilité de le prolonger jusqu'à quatre-vingts ans).

On peut donc toutefois s'attendre à une multiplication de fermetures au cours des vingt prochaines années, qui seraient compensées que très partiellement par quelques nouveaux réacteurs, certes plus puissants (la puissance unitaire des EPR2 est de 1650 MW), mais mettant l'équilibre offre-demande sous forte pression. Contactée par *Reporterre* pour connaître ses scénarios, RTE, qui gère cet équilibre, indique avoir en cours de réalisation une étude prospective à l'horizon 2050 qui sera publiée au printemps prochain et ne pas pouvoir, pour le moment, répondre à la question.

## Le fonctionnement du parc en exploitation est perturbé l'été par la baisse importante des cours d'eau

Enfin, autre question, comment prendre en compte les conséquences du changement climatique dans la construction de nouveaux réacteurs qui seront prévus pour fonctionner durant soixante ans, donc jusqu'à la fin du siècle ? On constate déjà que depuis plusieurs années

le fonctionnement du parc en exploitation est significativement perturbé durant les mois d'été par la baisse importante des principaux cours d'eau. Or avec la hausse prévisible des températures (jusqu'à  $+7^{\circ}\text{C}$  d'ici à 2100 selon le Giec si rien n'est fait pour combattre le changement climatique), on assiste à une aridification du climat en Europe, ce qui pourrait se traduire par la disparition de certaines rivières ou fleuves en France.



Les quatre réacteurs de la centrale nucléaire de Cattenom, en Moselle, au bord de la rivière éponyme.

Par ailleurs, installer les réacteurs en bord de mer uniquement n'est pas forcément la bonne solution : il faudra prendre en compte le risque de submersion des zones côtières en raison de la hausse du niveau des mers et l'intensification des tempêtes sur la façade atlantique.

En imposant le maintien de l'énergie nucléaire dans le mix électrique français, Emmanuel Macron n'a-t-il pas fait un choix dont la France n'a plus les moyens ?

[1] Pour rappel, le chantier de l'EPR de Flamanville a commencé en 2007 et devait être achevé en 2012, pour un coût total de 3,5 milliards d'euros. Mais en juillet dernier, EDF annonçait une mise en service pour fin 2019 — soit sept ans de retard — et un triplement de la facture à 10,9 milliards d'euros.

**Lire aussi :** [EPR de Flamanville : au bout du chantier, le fiasco](#)

**Source :** Thierry Gadault pour *Reporterre*

**Photos :**

. chapô : L'EPR de Flamanville, en 2014. CHARLY TRIBALLEAU / AFP

. Les quatre réacteurs de la centrale nucléaire de Cattenom, en Moselle, au bord de la rivière éponyme. [Wikipedia](#) (Michel G/CC-BY-3.0)

. EDF © Alain Jocard/AFP

- Emplacement : Accueil > Info >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/En-coulisses-l-Etat-prepare-le-financement-de-six-nouveaux-reacteurs-EPR>